

PARTENARIAT POUR LA JUSTICE



METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

Traiter globalement la dette des pays en développement et mettre en place un système financier et commercial ouvert, fondé sur le droit, prévisible et non discriminatoire. Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés et faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies soient à leur portée.

Les Nations Unies estiment que les règles commerciales injustes ôtent aux pays pauvres 700 milliards USD par an. Peu de progrès ont été faits pour assurer réellement un traitement préférentiel aux pays en développement.

Les 49 pays les plus pauvres représentent 10 % de la population mondiale mais ne comptent que pour 0,4 % dans le commerce mondial, un chiffre qui a été réduit de la moitié depuis 1980.

Les pays pauvres perdent 14 fois la somme d'argent qu'ils obtiennent par le biais de l'aide à cause des règles commerciales injustes, et ces pertes ne cessent d'augmenter du fait que les pays développés les forcent à baisser leurs tarifs.

Seuls le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont atteint voire dépassé

la cible fixée en 1970 par les pays riches demandant de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide au développement.

35 pays ont été recensés pour bénéficier de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays très endettés, pour un montant de 51 milliards. Les taux du service de la dette dans les pays pauvres ont baissé mais, à la suite de la crise économique, les temps à venir s'annoncent plus difficiles.

Aujourd'hui, près d'un quart de la population mondiale est connectable mais dans les pays en développement seule 1 personne sur 6 a accès à l'Internet. 30 % de la population africaine actuelle dispose d'un téléphone portable qu'elle utilise pour les opérations bancaires, les prix des marchandises et les soins de santé.



mdg2015.caritas.org

Caritas à l'œuvre : tout ce qui brille au Honduras

Rodolfo Arteaga est revenu ces jours-ci pour être fermier et vendre le maïs qu'il arrive à faire pousser dans le village hondurien de Palo Ralos. Mais il affirme que la vallée de Siria n'est plus du tout ce qu'elle était quand il était agriculteur dans son vieux village, à moins d'un kilomètre de là. "Les ruisseaux et les puits sont à sec et maintenant nous avons des sécheresses. La mine utilisait beaucoup plus d'eau par rapport aux quantités autorisées. Puis, en mai 2010, nous avons eu une inondation à cause des dégâts environnementaux, et de l'eau contaminée a commencé à sortir de la mine."

Rodolfo, 45 ans, parle de San Martin, une mine d'or à ciel ouvert qui occupe la terre sur laquelle sa famille vivait depuis 150 ans. Elle est exploitée par Entre Mares, une filiale hondurienne de Goldcorp, le géant canadien de l'exploitation minière. "Nous avons déménagé parce que nous n'avions pas le choix. La société minière nous a dit que si nous n'acceptions pas leur offre de 5 000 USD par famille, le gouvernement allait nous chasser par la force. Ils nous ont promis du travail et j'ai travaillé

quatre ans pour eux avant de tomber malade. Comme moi, trois de mes cinq enfants ont des problèmes à la poitrine et à la peau." Des tests effectués par des scientifiques de l'université de Newcastle ont trouvé de hauts niveaux de métal lourd dans l'eau d'un ruisseau. Entre Mares et Goldcorp rejettent cette accusation. La pollution provoquée par Goldcorp fait désormais le sujet d'une enquête criminelle par les autorités honduriennes.

Grand-mère Berta Estrada nous raconte une histoire similaire. "L'eau est devenue contaminée quand on a commencé à exploiter la mine en 2000. Des tests ont été effectués. Maintenant, le bétail meurt." Berta se plaint aussi du fait qu'elle a été chassée de force de sa terre, et affirme que la moitié des familles qui ont été réinstallées sont vulnérables parce que là où elles vivent maintenant, elles n'ont encore aucun titre légal.

Caritas Tegucigalpa a aidé les habitants de la vallée de Siria à s'exprimer contre la violation de leurs droits et l'exploitation de l'environnement, et avec eux a mené des actions de lobbying auprès du gouvernement hondurien pour qu'il leur assure une protection plus efficace et la transparence des pratiques d'extraction. Pedro

Landa a aidé plus de 200 personnes ayant des problèmes de santé – de la recherche au traitement - quand il a travaillé avec Caritas Tegucigalpa. "Nous nous engageons à faire cela parce que les communautés se sentent accablées et impuissantes. Etant moi-même un père, j'éprouve de la colère quand je pense à comment l'avenir des jeunes – leurs ressources économiques et leur santé – est détruit."

Pedro s'est rendu au Canada pour s'adresser aux membres du Parlement qui se sont déplacés au Honduras pour voir la situation par eux-mêmes. Au cours d'une campagne de plaidoyer de trois ans, Développement et Paix (Caritas Canada) est intervenue devant 120 membres du Parlement et remis 200 000 cartes signées au premier Ministre : maintenant, un projet de loi de membres privés établissant que les entreprises canadiennes doivent assurer le plus haut respect, dans le pays et à l'étranger, des droits de l'homme et de l'environnement a passé la deuxième lecture.

La mine de San Martin devrait fermer, mais Caritas est préoccupé par l'absence de projets sérieux et transparents visant à nettoyer le legs toxique qu'ils ont laissé.

**Les pays
pauvres
perdent 14 fois
la somme
d'argent qu'ils
obtiennent par
le biais de
l'aide à cause
des règles
commerciales
injustes**

Que pouvons-nous faire ?

Maintenir les projecteurs sur la nécessité de continuer à renforcer le programme actuel d'allègement en faveur des pays très endettés. Faire pression pour que la dette des nations les plus pauvres soit annulée à 100 %.

Féliciter les pays comme le Nigeria qui utilise 750 millions épargnés grâce à l'annulation de la dette pour former de nouveaux enseignants et le Cameroun qui dépense son argent pour l'éducation visant à stopper la propagation du VIH/sida.

Donner aux pays les moins avancés l'accès en franchise de droits et non contingenté aux exportations.

Demander aux pays développés de respecter leurs promesses de consacrer 0,7 % de leur PNB au développement extérieur, et non seulement 0,31 % qui reste la moyenne actuelle.

Tirer profit de ce que nous avons appris sur l'exploitation de l'environnement à des fins commerciales et faire pression afin d'obtenir des lois obligeant les entreprises multinationales à agir de manière plus responsable dans les pays en développement.

Préconiser une aide plus technique aux pays les plus pauvres afin de développer leur commerce et leurs capacités de production, et s'assurer que celle-ci soit offerte sans contraintes et à un juste prix. Rendre la technologie de l'Internet et de la téléphonie mobile plus accessible et plus abordable pour les pays en développement.

mdg2015.caritas.org

Photos:

Militants pour la justice climatique à Copenhague. Caritas Danemark, Berta Estrada. Annie Bungeroth/CAFOD